

"L'intérêt qu'a l'Allemagne à la réalisation du plan Schuman est surtout d'ordre politique" dans La Gazette de Lausanne (6 septembre 1950)

Légende: Le 6 septembre 1950, La Gazette de Lausanne détaille les conséquences économiques et politiques du plan Schuman pour la République fédérale d'Allemagne (RFA) et pour la France.

Source: La Gazette de Lausanne. et Journal suisse. 06.09.1950, n° 211; 153e année. Lausanne.

Copyright: (c) La Lettre Hebdomadaire du Journal de Genève et Gazette de Lausanne

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"l_interet_qu_a_l_allemande_a_la_realisation_du_plan_schuman_est_surtout_d_ordre_politique"_dans_la_gazette_de_lausanne_6_septembre_1950-fr-41da806f-9e1b-40f3-8a0f-9d2730518f12.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

L'intérêt qu'a l'Allemagne à la réalisation du plan Schuman est surtout d'ordre politique

Quels sont les avantages qu'apportera le plan Schuman ? Quels sont aussi les sacrifices qu'il exigera de chaque pays ? Il est indiqué de faire le bilan des uns et des autres, dans la mesure où l'on peut les évaluer. Avant de bâtir une tour, selon l'exemple de l'Evangile, ne convient-il pas de s'asseoir et d'en calculer le coût ?

Le combinat Ruhr-Lorraine

Sur le plan de la communauté européenne, on voit d'emblée les avantages qu'on en pourrait retirer. Un grand marché de l'acier et du charbon où jouerait la libre concurrence permettrait certainement d'améliorer sensiblement la productivité. D'autre part, la Ruhr, productrice de charbon, et la Lorraine, productrice de minerai de fer, semblent avoir été créées par la nature pour se compléter. Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions ; des habitudes sont prises depuis des dizaines d'années; on s'est accoutumé à se passer l'un de l'autre. Si les Français ne demandent pas mieux que d'utiliser le charbon de la Ruhr, les Allemands n'ont guère besoin du minerai de Lorraine. Non pas qu'ils en aient assez. Ils doivent en importer de grandes quantités. Mais le minerai lorrain, à cause du phosphore qu'il contient, doit être traité surtout par le procédé Thomas et l'Allemagne produit la plus grande partie de son acier dans les fours Martin. Utiliser la minette lorraine exigerait toute une transformation de l'appareil industriel. Il est vrai que cette transformation serait actuellement mieux réalisable, à la suite des destructions de la guerre et des démantèlements, que plus tard.

A défaut du minerai, d'autres échanges sont possibles. Le grand avantage pour les industriels français serait qu'ils obtiendraient le charbon de la Ruhr, qui donne un excellent coke métallurgique, au même prix que les industriels allemands. On sait que le prix de revient élevé du charbon est un handicap sérieux pour l'industrie sidérurgique française. Les houillères françaises sont pauvres, les veines minces et l'ouvrier français, dans les meilleures mines, extrait péniblement 1000 à 1100 kg. par jour alors que son collègue de la Ruhr en produit aisément 2000 kg. Le charbon français ne se prête d'ailleurs guère à la fabrication de coke métallurgique.

Le point de vue de l'Allemagne

Si les avantages des Français sont évidents, ceux que les Allemands retireraient du plan Schuman le sont moins. Ces derniers obtiendront probablement à meilleur compte les aciers courants français qu'ils peuvent utiliser dans leurs usines de transformation. Mais encore n'est-ce pas là un très grand avantage, et les Allemands préféreraient qu'on supprimât les restrictions imposées à la production allemande et qu'on leur laissât fabriquer de plus grandes quantités d'acier chez eux.

D'autre part, l'Allemagne ne semble pas avoir besoin de la France pour soutenir la concurrence internationale. Ses prix pour l'acier sont les plus bas du continent. Mais il faut dire que les investissements, en Allemagne, ont été négligés ces dernières années et que l'ouvrier allemand a une situation bien inférieure à celle de l'ouvrier français. On pense que le jour où les investissements reprendront normalement, où même on devra rattraper le retard, le jour où l'ouvrier de la Ruhr travaillera dans d'aussi bonnes conditions que l'ouvrier français, cet écart des prix disparaîtra ou sera en tout cas fortement atténué. Néanmoins il n'est pas du tout certain que ce sera dans un proche avenir, surtout dans un pays comme la Ruhr où, selon un observateur avisé, il n'y a pratiquement pas de lutte de classes. Pourrait-on d'ailleurs augmenter les salaires de la sidérurgie sans toucher en même temps ceux des autres industries?

Le problème des débouchés

Qu'offre-t-on donc à l'Allemagne, s'il n'y a pour elle aucun avantage immédiat et évident à adhérer au plan Schuman ? Premièrement, un débouché : l'Afrique. Ses meilleurs clients se trouvaient autrefois dans l'Est européen. Elle les a presque totalement perdus ou du moins les Alliés voudraient-ils qu'elle les abandonnât. Il ne faudrait pas que la Ruhr devînt l'arsenal des communistes. Mais pour l'Allemagne cela pose un problème cornélien. La question des débouchés est vitale. L'Afrique peut apporter la solution, mais une

solution bien hypothétique car la valeur comme débouché dépendra surtout des capitaux qu'on y investira et ni la France, ni l'Allemagne n'en ont beaucoup à placer.

Cet avantage encore n'est pas un gain comptant. C'est plutôt un espoir. Il doit donc y avoir d'autres raisons qui poussent l'Allemagne à adhérer au plan Schuman.

Les vraies raisons

Ces raisons sont essentiellement d'ordre politique. Le plan Schuman replace l'Allemagne sur un pied d'égalité avec la France. Pour elle, c'est un pas vers l'affranchissement, vers la libération. On concevrait en effet assez mal cette collaboration entre deux partenaires dont l'un ne serait pas libre.

L'industrie allemande souffre d'un retard technique depuis la fin de la guerre ; en s'associant à l'industrie française elle demandera à profiter des expériences faites.

En participant au plan Schuman, l'Allemagne peut de nouveau faire entendre sa voix, participer selon sa puissance et son génie à la direction des affaires européennes, du moins économiques. Cette occasion qui se présente, l'Allemagne entend ne pas la laisser passer. Mais cela suffit-il à assurer une collaboration solide et durable ?

J.-P. Masméjan.